

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 448

[S - C - 98/29082]

5 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions zonales d'avis et de coordination de l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 123bis, inséré par le décret du 24 juillet 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 1997;

Vu le protocole de négociation du 28 octobre 1997 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 19 décembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° commission zonale : une des commissions zonales d'avis et de coordination créées par l'article 123bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 81 du décret du 16 avril 1991 précité.

Art. 2. En vue de remplir les missions visées à l'article 123bis, § 3, du décret du 16 avril 1991 précité, les commissions zonales sont habilitées à :

1° organiser la coordination et la consultation entre leurs membres;

2° promouvoir le dialogue avec les milieux sociaux, économiques et culturels chacune dans la zone qui lui est dévolue;

3° obtenir tout renseignement utile à l'élaboration d'un inventaire commun et actualisé de l'offre d'enseignement présente dans leur zone et à favoriser l'harmonisation de cette offre.

Art. 3. La gestion d'une commission zonale est assurée par un(e) président(e), un(e) vice-président(e) et un(e) secrétaire. Ces mandats, d'une durée de quatre ans, sont renouvelables une fois.

Les président(e) et vice-président(e) sont élus, parmi les membres représentant les établissements, à la majorité simple des membres de la commission zonale présents, les abstentions n'intervenant pas dans le décompte des voix.

Chaque commission zonale désigne en son sein sa ou son secrétaire.

Les mandats des membres représentant les organisations syndicales reconnues par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités sont d'une durée de quatre ans, renouvelables.

Les membres représentant les établissements sont désignés par leur pouvoir organisateur parmi les membres du personnel suivant :

1° le (la) directeur(trice) de l'établissement;

2° le (la) directeur(trice) adjoint(e) en cadre d'extinction de l'établissement, tel(le) que visé(e) à l'article 27 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

3° le (la) sous-directeur(trice) de l'établissement, à condition qu'il(elle) ne soit pas déjà désigné(e) comme représentant(e) d'un autre établissement dans la commission zonale.

Tout membre d'une Commission zonale qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé cesse d'en faire partie et est remplacé au plus tard pour la prochaine des réunions obligatoires visées à l'article 4, § 3.

En cas de décès, de démission ou de retrait de son mandat par l'organisme représenté, le membre d'une commission zonale est remplacé au plus tard pour la prochaine des réunions obligatoires visées à l'article 4, § 3.

A la demande d'un tiers des membres présents, le (la) président(e) invite toute personne dont l'avis est jugé utile pour l'examen d'un point inscrit à l'ordre du jour. Cette personne a voix consultative.

Art. 4. Le (la) président(e) convoque les membres de la commission zonale et fixe l'ordre du jour de la séance. Celui-ci est joint à la convocation. La convocation doit être expédiée au moins huit jours ouvrables avant la réunion.

De septembre à juin, chaque commission zonale doit se réunir au plus tard dans les trente jours qui suivent une demande d'avis telle que visée à l'article 92, alinéa 2, du décret du 16 avril 1991 précité.

Le nombre minimal de réunions est fixé à quatre par année scolaire. Le calendrier de ces quatre réunions obligatoires est fixé par le (la) président(e) qui le communique à chaque membre, au secrétariat permanent du conseil supérieur et à l'administration de l'enseignement de promotion sociale dans les cinq jours qui suivent la première réunion d'une année scolaire.

A titre transitoire, pour l'année scolaire 1997-1998, le nombre minimal de réunions est fixé à deux.

Le (la) vice-président(e) seconde le (la) président(e) et le (la) remplace en cas d'absence ou d'empêchement. En cas d'absence ou d'empêchement des président(e) et vice-président(e), la présidence est assurée par le plus âgé des membres représentant les établissements.

L'ordre du jour comporte toutes les demandes d'ouvertures dans un nouveau domaine de formation déposées huit jours au moins avant une séance.

Chaque membre de la commission zonale peut faire inscrire d'autres points à l'ordre du jour par requête adressée au président, cinq jours avant une séance. Ces points ne pourront toutefois être examinés qu'avec l'accord de la majorité simple, les abstentions n'intervenant pas dans le décompte des voix, des membres présents en séance.

Art. 5. Le vote visé à l'article 123*bis*, § 5, 2°, du décret du 16 avril 1991 précité se déroule à la majorité absolue, les abstentions n'intervenant pas dans le décompte des voix.

Art. 6. Le procès-verbal de chaque séance, établi par le (la) secrétaire et signé par le (la) président(e), mentionne les noms des membres présents et absents.

Il y est notamment fait état :

1° des demandes d'ouverture soumises à la commission zonale, de la date de ces demandes et de l'identification de l'établissement demandeur et de l'implantation concernée;

2° des avis rendus, du résultat du vote éventuel et des notes de minorité éventuelles;

3° des décisions prises ou des avis rendus sur tout autre point de l'ordre du jour.

Le procès-verbal des réunions est communiqué à chaque membre, au secrétariat permanent du conseil supérieur et à l'administration de l'enseignement de promotion sociale dans les quinze jours qui suivent la date de la réunion.

Art. 7. La première séance de chaque commission zonale a lieu au siège de l'administration de l'enseignement de promotion sociale, sous la présidence du fonctionnaire général de l'administration de l'enseignement de promotion sociale ou de son délégué.

Chaque commission zonale fait le choix de son siège au cours de cette première réunion.

Art. 8. Chaque commission zonale établit un règlement d'ordre intérieur et le transmet à l'administration de l'enseignement de promotion sociale.

Art. 9. § 1^{er}. Les crédits nécessaires au fonctionnement des commissions zonales sont inscrits chaque année au budget du Ministère de la Communauté française.

§ 2. Les membres des commissions zonales ont droit au remboursement de leurs frais de parcours, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Toutes les personnes visées à l'alinéa 1^{er} sont assimilées aux fonctionnaires de rang 12.

Art. 10. Quand ils participent aux réunions de la commission zonale, les membres sont en activité de service.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Art. 12. Le Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 janvier 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 448

[S - C - 98/29082]

5 JANUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor de organisatie en de werking van de zonale advies- en coördinatiecommissies van het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 123*bis*, ingevoegd bij het decreet van 24 juli 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 oktober 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 oktober 1997;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 28 oktober 1997 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 november 1997 over de vraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn die niet langer mag zijn dan één maand dient te worden verstrekt;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 19 december 1997, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° zonale commissie : één van de Zonale advies- en coördinatiecommissies opgericht bij artikel 123*bis* van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° hoge raad : de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie bedoeld bij artikel 81 van het voornoemd decreet van 16 april 1991.

Art. 2. Met het oog op het vervullen van de opdrachten bedoeld bij artikel 123bis, § 3, van het voornoemd decreet van 16 april 1991, worden de zonale commissies ertoe gemachtigd :

- 1° de coördinatie en de raadpleging onder haar leden te organiseren;
- 2° de dialoog met de sociale, economische en culturele kringen te bevorderen in de zone die zij toegewezen krijgen;
- 3° elke inlichting te bekomen die noodzakelijk is voor het opmaken van een gemeenschappelijke en geactualiseerde inventaris van het onderwijsaanbod in hun zone en de harmonisatie ervan te bevorderen.

Art. 3. Het beheer van een zonale commissie wordt waargenomen door een voorzitter(-ster), een ondervoorzitter(-ster) en een secretaris. Deze mandaten, die een duur hebben van vier jaar, zijn eenmaal hernieuwbaar.

De voorzitter(-ster) en de ondervoorzitter(-ster) worden gekozen onder de leden die de inrichtingen vertegenwoordigen, bij gewone meerderheid van de aanwezige leden van de zonale commissie, zonder de onthoudingen in aanmerking te nemen bij de aftelling van de stemmen.

Iedere zonale commissie stelt in haar midden haar secretaris aan.

De mandaten van de leden die de bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel erkende vakbonden vertegenwoordigen, hebben een hernieuwbare duur van vier jaar.

De leden die de inrichtingen vertegenwoordigen worden door hun inrichtende macht aangewezen onder de volgende personeelsleden :

- 1° de directeur(-trice) van de inrichting;
- 2° de adjunct-directeur(-trice) in de uitdovingsformatie van de inrichting, zoals bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, de opdrachten en de betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie;
- 3° de onderdirecteur(-trice) van de inrichting, op voorwaarde dat hij (zij) niet aangewezen is als vertegenwoordiger(-ster) van een andere inrichting in de zonale commissie.

Ieder lid van een zonale commissie dat de hoedanigheid verliest wegens dewelke hij werd benoemd, houdt op er deel van uit te maken en wordt vervangen ten laatste vóór de volgende verplichte vergadering bedoeld bij artikel 4, § 3.

Bij overlijden, ontslagneming of intrekking van het mandaat door de vertegenwoordigde instelling, wordt het lid van de zonale commissie vervangen ten laatste vóór de volgende verplichte vergadering bedoeld bij artikel 4, § 3.

Op aanvraag van een derde van de aanwezige leden nodigt de voorzitter(-ster) iedere persoon uit die hij(zij) nodig acht bij het onderzoek van een punt van de agenda. Deze persoon woont de vergadering bij met raadgevende stem.

Art. 4. De voorzitter(-ster) roept de leden van de zonale commissie bijeen en bepaalt de dagorde van de zitting. Deze wordt bij de oproeping gevoegd. De oproeping dient minstens acht werkdagen vóór de vergadering gezonden te worden.

Van september tot juni, dient iedere zonale commissie bijeen te komen laatstens binnen de dertig dagen die volgen op een vraag om advies zoals bedoeld in artikel 92, lid 2 van het voornoemd decreet van 16 april 1991.

Het minimumaantal vergaderingen is vastgesteld op vier per schooljaar. Het tijdschema van deze vier verplichte vergaderingen wordt door de voorzitter(-ster) bepaald die het aan ieder lid, aan het vast secretariaat van de hoge raad en aan het bestuur onderwijs voor sociale promotie mededeelt binnen de vijf dagen die volgen op de eerste vergadering van een schooljaar.

Bij wijze van overgangsmaatregel, voor het schooljaar 1997-1998, wordt het minimaalaantal vergaderingen op twee bepaald.

De ondervoorzitter(-ster) staat de voorzitter(-ster) bij en vervangt hem (haar) bij afwezigheid of verhindering van deze. In geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter(-ster) en de ondervoorzitter(-ster), wordt het voorzitterschap waargenomen door het oudste lid dat de inrichtingen vertegenwoordigt.

De agenda omvat alle vragen om opening in een nieuw gebied van de vorming, die ingediend werden minstens acht dagen vóór een zitting.

Ieder lid van de zonale commissie mag andere punten op de agenda laten inschrijven via een verzoek gericht aan de voorzitter, vijf dagen vóór een zitting. Deze punten kunnen echter enkel onderzocht worden met de toestemming van de gewone meerderheid, waarbij de onthoudingen niet in aanmerking komen voor de aftelling van de stemmen, van de tijdens de zitting aanwezige leden.

Art. 5. De stemming bedoeld bij artikel 123bis, § 5, 2°, van het voornoemd decreet van 16 april 1991 gebeurt bij absolute meerderheid, waarbij de onthoudingen niet in aanmerking worden genomen bij de aftelling van de stemmen.

Art. 6. De notulen van iedere zitting, opgesteld door de secretaris en ondertekend door de voorzitter(-ster), vermelden de namen van de aanwezige en afwezige leden.

Daarin wordt inzonderheid melding gemaakt van :

- 1° de vragen om opening voorgelegd aan de zonale commissie, de datum van deze aanvragen en de identificatie van de aanvragende inrichting en van de betrokken vestiging;
- 2° de uitgebrachte adviezen, de uitslag van een mogelijke stemming en de mogelijke minoriteitsnota's;
- 3° de getroffen beslissingen of de adviezen die uitgebracht werden over elk ander punt van de agenda.

De notulen van de vergaderingen worden medegedeeld aan ieder lid, aan het vast secretariaat van de hoge raad en aan het bestuur onderwijs voor sociale promotie binnen de veertien dagen die volgen op de datum van de vergadering.

Art. 7. De eerste zitting van iedere zonale commissie vindt plaats bij de zetel van het bestuur onderwijs voor sociale promotie, onder het voorzitterschap van de ambtenaar-generaal van het bestuur onderwijs voor sociale promotie of van zijn afgevaardigde.

Iedere zonale commissie kiest zelf haar zetel tijdens de eerste vergadering.

Art. 8. Iedere zonale commissie stelt een huishoudelijk reglement vast en zendt het over naar het bestuur onderwijs voor sociale promotie.

Art. 9. § 1. De kredieten die nodig zijn voor de werking van de zonale commissies worden elk jaar uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De leden van de zonale commissies hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Alle bij lid 1 bedoelde personen worden gelijkgesteld met ambtenaren van rang 12.

Art. 10. Wanneer ze de vergaderingen van de zonale commissie bijwonen, zijn de personen in actieve dienst.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 januari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 449

[C - 98/27077]

5 FEVRIER 1998. — Décret relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les agents assermentés de niveau 1 de la Division de l'emploi et de la formation professionnelle de la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne désignés par le Gouvernement sont chargés de surveiller, de rechercher et de constater les infractions aux législations et réglementations suivantes :

1° l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises ainsi que ses arrêtés d'exécution;

2° le décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand ainsi que ses arrêtés d'exécution;

3° l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux ainsi que ses arrêtés d'exécution;

4° la loi-programme du 30 décembre 1988, titre III, chapitre II, portant création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics ainsi que ses arrêtés d'exécution;

5° le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand ainsi que ses arrêtés d'exécution;

6° le décret du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire ainsi que ses arrêtés d'exécution;

7° le décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises et ses arrêtés d'exécution;

8° l'arrêté royal du 28 novembre 1975 relatif à l'exploitation des bureaux de placement payants;

9° l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er}, ainsi que ses arrêtés d'exécution;

10° le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant ainsi que ses arrêtés d'exécution;

11° le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle ainsi que ses arrêtés d'exécution.

De même, sont désignés par le Gouvernement afin de rechercher et de constater les infractions aux législations visées aux points 9° et 10° de l'alinéa 1^{er} les agents assermentés de niveau 1 de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi.

Art. 2. Pour l'exécution et l'application du présent décret, on entend par :

1° « inspecteurs sociaux » : les agents visés à l'article 1^{er};

2° « travailleurs » : les personnes qui exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne en vertu d'un contrat de travail;

3° « bénéficiaires » : les personnes qui sont visées par les législations visées à l'article 1^{er};

(1) *Session 1997-1998 :*

Documents du Conseil. — 319 (1997-1998) N^{os} 1 à 9.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 28 janvier 1998. — Discussion. Vote.